

Processus urbain de Otavalo et de Santo Domingo de Los Colorados

Facteurs, tendances, acteurs (quelques notes méthodologiques)

Dans une première approche, la ville équatorienne d'aujourd'hui peut être appréhendée comme : *a*) l'expression formelle directe d'une étape historique particulière du processus d'évolution de la formation sociale (villes de la Costa) ; *b*) le résultat d'une superposition des principaux éléments constitutifs des formes sociales marquant cette évolution (villes de la Sierra). Dans les deux cas, la ville équatorienne doit son existence soit à la décision d'un pouvoir central, soit au besoin d'une logique de développement économique.

En Equateur, la ville naquit d'abord d'une décision. Après avoir soumis militairement les populations du Chinchaysuyu – l'empire du Nord –, et pour y asseoir sa domination, le pouvoir inca imposa une forme originale d'organisation, étrangère aux structures sociales autochtones. La ville fut alors l'instrument essentiel du contrôle, de l'administration et de l'intégration des populations vaincues au pouvoir politico-économique de l'Empire.

Décision aussi des conquistadors espagnols. Ceux-ci construisirent des villes minières d'une prospérité éphémère, mais surtout convertirent très vite les embryons de villes héritées des incas en pôles de leur domination.

C'est ainsi que fut consolidé le premier réseau urbain de la Sierra. Ces agglomérations constituaient l'épicentre de l'exploitation et de la gestion des ressources agricoles et textiles et, de ce fait, elles assumèrent la quasi-totalité du tribut qui était dû par cette partie de la colonie.

Ensuite, la ville fut le produit d'une nécessité. Vers la fin du XVIII^e siècle, les réformes des Bourbons libèrent les échanges commerciaux ; face à la concurrence anglaise, l'économie textile de l'Audiencia s'écroule et la plupart des villes de la Sierra sombrent dans le déclin. Parallèlement, les zones côtières développent peu à peu la culture du cacao destiné à l'exportation. Pour Guayaquil, le port de l'Audiencia, dont la population était jusque-là inférieure à celle de Latacunga, commence alors un processus de croissance démesurée, totalement

(*) ORSTOM, Quito, Equateur/IFEA, Lima, Pérou, GRET, Paris.

dépendant du modèle agro-exportateur de développement. La ville devient le siège de l'ensemble des activités d'exportation et de l'accumulation du capital. Elle répond donc aux besoins fonctionnels essentiels du modèle de développement agro-exportateur et de la logique capitaliste naissante. Cette entrée de l'Equateur dans la modernité *dépendante*, ratifiée sur le plan politique par la Révolution Libérale de 1895, marque véritablement le début du processus d'urbanisation nationale.

La crise de l'exportation du cacao commencée en 1920, se traduit par une stagnation relative de Guayaquil et par un nouvel essor des anciennes villes de la Sierra, dû surtout au développement de l'industrie alimentaire et textile. Les règles de la nouvelle logique sociale inaugurée à Guayaquil pénètrent difficilement les structures socio-économiques archaïques de la Sierra. Ce n'est que dans les années cinquante, et grâce à la deuxième étape du modèle agro-exportateur s'appuyant sur la production bananière, que le processus d'urbanisation nationale se consolide réellement à travers le réseau de villes moyennes de la Costa.

Contrairement aux plantations cacaotières – très étendues et appartenant à une poignée de gros propriétaires –, les plantations bananières se caractérisent par une taille plus réduite et par un important développement dans toute la région côtière du pays. Les villes nées à cette époque (Quevedo, Quindiné, El Empalme) deviennent des centres de stockage et de commercialisation des facteurs de production agricole, et de ravitaillement en biens et en services des populations rurales environnantes ; elles constituent les noyaux autour desquels s'articule le système de production encouragé par l'Etat.

Enfin, le début de l'exploitation pétrolière dans la région amazonienne n'entraîna pas la création de nouveaux centres urbains d'envergure, mais la consolidation et la dynamisation du réseau existant dans la Sierra et sur la Costa, grâce à la redistribution des revenus privés et publics à partir des années soixante-dix.

Ce bref aperçu des principales phases du processus national d'urbanisation avait pour but de présenter les grandes lignes du contexte dans lequel s'inscrit le développement des deux villes qui font l'objet de notre étude : Otavalo et Santo Domingo de los Colorados.

Otavalo intègre l'ensemble des villes de la Sierra qui se consolident pendant la colonie grâce à la prospérité de l'activité textile. Dans ce domaine, Otavalo avait une longue tradition historique. Vers la fin du XVIII^e siècle, elle atteint son apogée – 35 000 habitants – et devient la troisième ville du pays. La forte concurrence des industries textiles anglaises et le séisme de 1868 (6 000 morts) lui portent deux coups décisifs ; depuis lors, elle vit dans l'ombre et dans la dépendance du dynamisme urbain de la Costa.

Santo Domingo de los Colorados a une histoire plus courte et par là même, plus violente. Son essor – unique dans l'histoire urbaine de l'Equateur – commence dans les années cinquante avec l'élargissement de la frontière agricole, et se renforce dans les années soixante grâce à la création d'un réseau routier qui fait d'elle un véritable carrefour. Elle possède aujourd'hui plus de

70 000 habitants et son dynamisme est égal à celui des premières années de sa croissance.

Ces deux villes constituent ainsi des expressions du développement de la formation sociale équatorienne. Néanmoins, l'identification des facteurs externes de leur développement n'épuise pas l'histoire de leur croissance, ni la complexité de leur réalité actuelle. Et même si ces facteurs constituent un cadre d'importants déterminismes, qu'il faut toujours considérer dans toute analyse de conformation urbaine, ils ont en même temps des formes d'expression locale dont on ne saurait ignorer l'originalité.

En premier lieu, il n'est pas inutile de rappeler que chaque ville est un cas particulier. Malgré tous les efforts analytiques de certains penseurs, aucune ville ne pourra jamais se résumer à l'expression parfaite d'une logique de développement, quelle qu'elle soit. La logique et, à plus forte raison, son analyse, laisseront toujours des « résidus », ceux-là même qui constituent l'originalité du cas et qui empêchent l'analyse d'avoir un caractère exhaustif.

En deuxième lieu, si dans l'étude d'une ville il est indispensable de tenir compte de l'ensemble des facteurs qui ont objectivement déterminé sa formation, il faut se garder d'attribuer à ces mêmes facteurs toute la responsabilité de la forme définitive prise par la ville en question. Bien qu'ils soient déterminants, ces facteurs ont toujours une expression locale originale, ils sont intériorisés et reformulés en stratégies et pratiques effectives par les acteurs impliqués dans cette situation sociale particulière.

Pour cette raison, toute analyse visant à rendre compte d'un processus urbain particulier ne doit surtout pas se contenter de déterminer ses causes externes, aussi exhaustives qu'elles puissent être, mais doit nécessairement *renverser la perspective* en partant de l'observation et de la description soignées de la réalité qu'elle prétend examiner. Cela ne veut absolument pas dire qu'il faille ignorer ces grandes causes externes. A vrai dire, toute description est partielle et s'appuie sur une perception engagée de la réalité. Dans ce sens, l'identification des facteurs externes explicatifs du modèle de développement urbain à analyser, fournit une clé permettant de pénétrer dans cette réalité et de mettre en valeur des faits et des situations qui, autrement, seraient passés inaperçus.

Dans notre recherche, cela s'est manifesté de la façon suivante.

- En ce qui concerne la vie économique de Otavalo, il a fallu mettre l'accent non seulement sur les activités commerciales, mais aussi sur l'infrastructure industrielle (essentiellement textile), et sur son rôle dans le développement de la ville ou dans les formes d'organisation sociale. Nous avons également insisté sur le rôle de l'Eglise, des sectes religieuses, des clubs et associations, etc, et sur les formes d'articulation de la société civile.
- Dans le cas de Santo Domingo, nous avons fait ressortir l'importance de l'environnement agricole de la ville et ses implications dans la vie urbaine, le rôle des banques privées et les problèmes liés au logement et aux services sociaux.

La description de chacune des deux villes visait non seulement à restituer une image fidèle de la réalité, mais à établir en même temps des lignes de recherche. Dans ce sens, elle nous a permis d'approfondir les sujets traités, d'illustrer les faits les plus notoires, et de préciser l'argument de notre étude. Elle a permis aussi de corriger et d'affiner certaines interprétations sommaires sur la vraie nature du développement urbain.

1. • Du fait de l'absence de voies de communication avec les ports exportateurs, la région de Santo Domingo s'est intégrée difficilement à l'économie bananière et, dès le début de la colonisation, a pris les caractères d'une zone de cultures diversifiées. Le véritable essor de la ville se dessine donc à partir de l'ouverture des nouvelles routes.
 - Grâce au type de crédit qu'elles accordent, les banques privées assurent un rôle prépondérant dans la consolidation des activités commerciales de la ville, et ce au détriment des activités industrielles.
2. • Pendant le premier quart de ce siècle, en plein marasme économique, Otavalo est devenu le creuset d'une remarquable activité culturelle.
 - Aujourd'hui, une grande partie de l'élite économique urbaine n'est plus seulement constituée par des blancs et des métis mais aussi par des indigènes.

Ces quelques exemples isolés ne rendent certainement pas compte de la riche complexité des deux villes. Néanmoins, ils contribuent à démontrer comment une enquête et une description un tant soit peu profondes permettent de reformuler certaines idées préconçues et de dévoiler des facettes inconnues de la réalité. Ainsi traitée, cette réalité révèle toute son originalité et incite à une analyse plus détaillée.

La deuxième étape de notre recherche a été constituée par l'analyse proprement dite. Nous avons pris comme point de départ une hypothèse fondamentale : toute réalité urbaine est une production sociale particulière menée par des *acteurs* qui, dans un contexte historique donné, en deviennent les promoteurs. La ville n'est pas une réalité *sui generis* mais le produit de la création de sujets en situation sociale.

Ainsi conçues, les deux villes de notre étude prenaient une dimension nouvelle. La simple description de faits, facteurs et tendances ne suffisait plus ; il fallait maintenant caractériser les acteurs : leur appartenance sociale, leurs intérêts, les motivations et les objectifs de leur forme d'organisation, leurs compétences, pouvoirs et moyens d'intervention sur la scène urbaine.

Pour ce faire, nous avons utilisé deux méthodes :

- Des enquêtes effectuées dans l'ensemble de la population urbaine (420 à Otavalo, 890 à Santo Domingo). Ces enquêtes avaient pour but d'appréhender la configuration socio-économique des habitants, leur origine, leurs revenus, la qualité de leur logement, l'image qu'ils avaient de leur ville et l'utilisation qu'ils en faisaient, leur degré de participation à des organisations urbaines et enfin, à Santo Domingo, leur engagement à

l'égard de l'organisation coopérative pour le logement, et à Otavalo, l'état des relations inter-ethniques.

- Des entretiens avec certaines personnalités clés de la vie institutionnelle et politique : maires, présidents ou directeurs d'associations, clubs et organisations populaires, hommes politiques.

Ces deux entrées dans la base sociale des villes nous ont permis de dépasser le cadre formel et inerte de la description initiale et de pouvoir l'envisager comme la production d'une réalité sociale originale.

D'une part, nous sommes arrivés à identifier les acteurs souvent anonymes du développement urbain, et à les caractériser selon une gamme de critères économiques, sociaux et politiques ; autrement dit, nous avons réussi à définir les bases sociales urbaines dans leur ensemble.

D'autre part, les entretiens sélectifs nous ont aidé à préciser la constitution de la société civile en tant que telle, son articulation autour d'organisations particulières (coopératives de logement, municipalités, associations civiles), le fonctionnement interne, les objectifs, critères et limites de ces organisations, et leur articulation dans le réseau des pouvoirs locaux et centraux. En bref, ils nous ont aidé à comprendre, dans le cas de Santo Domingo, les origines et la finalité de l'organisation populaire urbaine et ses problèmes de consolidation, et dans le cas d'Otavalo, l'évolution des anciens appareils de la société civile au contact du modèle de développement capitaliste, inauguré à Guayaquil vers la fin du XIX^e siècle et généralisé par la Révolution Libérale de 1895. Ils nous ont ainsi permis de mettre à jour les formes d'expression locale des modèles de développement engendrés par la combinaison des multiples facteurs externes mentionnés au début de cet article, qui contribuent à expliquer non seulement l'émergence de ces villes, mais aussi, et surtout, leur configuration interne.

Cela dit, au-delà de l'analyse des faits il nous fallait aussi un *modèle d'interprétation*. Ce genre de recherche risquait de nous faire aboutir à une monographie, c'est-à-dire à une appréciation formelle et structuraliste de la réalité. Or, la ville ne peut être considérée comme une fin en soi. De notre point de vue, elle n'est qu'un moment de la réalité sociale. Avant d'être des acteurs urbains, les citoyens sont des acteurs sociaux. Et la ville n'est que le vecteur privilégié du processus de socialisation qui s'y déroule. Dans ce sens, notre recherche ne pouvait pas s'achever par l'analyse de l'objet urbain considéré comme un monde clos. Notre hypothèse était que la ville, creuset des stratégies et des pratiques effectives des agents sociaux qui la construisent et en font ce qu'elle est, constitue un moyen d'intégration à la logique sociale en vigueur. Et les formes d'organisation qui s'y développent, au-delà de leurs finalités explicites, devaient être appréhendées comme des moments objectifs fondamentaux de la participation active à cette logique, et par conséquent, de l'intégration à un modèle de fonctionnement social.

Dans cette perspective, l'organisation urbaine va beaucoup plus loin que son contenu revendicatif. Elle constitue le lieu d'apprentissage et d'exercice d'un

ensemble de normes et de pratiques sociales au travers desquelles se consolide une société. Et, dans les cas qui nous occupent, le rôle réellement revendicatif, c'est-à-dire socialement radical et même politiquement révolutionnaire des organisations populaires, était très souvent, voire toujours, infime par rapport à leur rôle d'intégration sociale au système capitaliste (que ce fût dans les coopératives de logement de Santo Domingo ou dans les associations civiles et les sectes religieuses de Otavalo).

Dans le premier cas, lesdites coopératives étaient plutôt un alibi juridico-légal pour l'accès de la majorité aux terrains urbains, et elles n'ont eu aucune projection sociale radicale. Grâce à elles, les citoyens – quelle que fût leur origine sociale – sont devenus des petits spéculateurs fonciers. A tel point que, même dans les sphères de la reproduction, les relations sociales de nature typiquement capitaliste ont pu s'approfondir.

Dans le deuxième cas, les clubs ou associations, au même titre que les sectes religieuses, en plus de leur rôle habituel d'intégration à l'idéologie dominante, sont devenus des foyers de tensions politiques partisans et ont contribué en partie à corrompre la nature et la portée du jeu politique démocratique (qui constituait, dans la conjoncture locale, l'un des freins traditionnels à l'extension anarchique et à la primauté des relations capitalistes de production dans la sphère sociale).

Ainsi donc, les processus urbains de Santo Domingo et de Otavalo avaient des caractères complexes. Et l'identification des lignes fortes de la logique économique qui les a engendrés ne faisait qu'éclairer leurs grandes tendances. Pour mener à bien une recherche, il était indispensable de prendre comme point de départ leur expression tangible, là où ces tendances se manifestent. Il fallait aussi rendre aux acteurs sociaux la paternité de leur création. En faisant passer au second plan le cadre théorique du développement urbain, nous n'avons pas écarté la possibilité d'une interprétation des faits. Mais cette interprétation est née de l'analyse attentive de la réalité observée et décrite, et des réponses aux questions que nous lui avons posées.